

Arrêtons de caricaturer la géographie pour exclure la Turquie de l'Europe !

Eric Glon et Patrick Picouet, géographes, Université des Sciences et Technologies de Lille (USTL).

Que le refus ou le scepticisme quant à l'entrée de la Turquie dans la communauté européenne soit motivé par la seule évocation de la géographie a de quoi surprendre. Telle est pourtant la position de nombreux responsables politiques français. Pour les personnalités de droite, la Turquie n'est européenne ni par sa géographie (Mrs Barnier, Gaudin, Madelin) ni par son territoire (M de Villiers)¹. Il n'y a donc pas de raison de l'inclure dans l'Europe. A gauche et en particulier au parti socialiste, la géographie est mise en avant pour justifier ses hésitations. « Ni la géographie, ni la religion ne suffisent à trancher » proclame M.Rocard¹. M Védrine¹ déclare que « le oui serait généreux, justifié par l'histoire, si ce n'est par la géographie ». L'objet n'est pas ici de défendre le oui ou le non à l'entrée de la Turquie dans la communauté européenne. Ce qui nous interpelle et qui s'avère extrêmement gênant réside dans l'invocation de la géographie pour justifier un refus ou une hésitation mais sans argumentation géographique. Non seulement, il est alors impossible de savoir ce qu'est un raisonnement dans cette discipline mais exclure ou refuser de trancher en son nom semble naturel. Tenter de donner du sens à ces différentes prises de position montre finalement qu'elles sont éminemment politiques. La géographie reste donc un redoutable instrument de pouvoir au service de ce que Y.Lacoste qualifie les Etats-majors . Sous ce terme il inclut les élites et responsables au sein de l'armée, des entreprises et de l'appareil d'Etat. Confiné à la simple incantation, la géographie sert à défendre l'intérêt des gouvernants et des élites mais la population se voit alors privée de toute explication. En dépit de ce flou savamment ménagé, peut-on décrypter ce qui se cache derrière les différentes prises de position évoquées ? Autrement dit de quelle géographie parle t-on ?

Elle n'est pas sans rappeler la géographie des cartographes de la Renaissance qui, par une confusion plus ou moins consciente, dessinent des cartes de la France nommées Gallia, en souvenir de la Gaule décrite par César et Strabon. Elle est si rassurante la Gaule ainsi décrite dans ses limites traditionnelles de l'Océan, des Pyrénées, des Alpes et du Rhin. La Nature donne à la Gaule des limites évidentes, stimulantes pour l'imagination de l'époque. Ces limites ou barrières naturelles, garantes de l'harmonie du territoire national, jouent un rôle si important à l'époque moderne qu'elles deviennent, comme le rappelle B.Guenée , « les frontières de la France, imprescriptibles, inviolables et sacrées, enjeu fondamental de la politique du roi, objet essentiel des passions de ses sujets ». Aligner les frontières sur des fleuves, des montagnes ou des rivages océaniques, c'est surmonter la fragilité des limites humaines et historiques et choisir des délimitations objectives et indiscutables. Ce raisonnement a entraîné une interprétation fixiste et belliqueuse de la ligne-frontière. Combien de conflits, combien de guerres, la France, l'Europe et le monde n'ont-ils pas connu, qui avaient pour origine (ou pour prétexte) des frontières « naturelles » ?

De manière générale, c'est aujourd'hui encore au nom des frontières linéaires que des responsables politiques justifient leur rejet ou leurs hésitations quant à l'entrée de la Turquie dans l'UE. Ces délimitations sont de plus figées dans l'immuable et ne peuvent incarner ici que la séparation ou une barrière. Voilà donc que les détroits des Dardanelles et du Bosphore ainsi que la mer de Marmara deviennent des coupures intangibles qui ne souffrent aucune discussion. Souvent utilisées dans le monde, ces frontières ramenées à des éléments naturels offrent un certain confort aux dirigeants qui les utilisent. Ainsi confinés, ces tracés n'apparaissent pas pour ce qu'ils sont souvent à savoir des limites évolutives, des lieux de tension mais aussi des lignes de couture et des traits d'union. Elles peuvent se déplacer et même disparaître ! Ce sont des isobares politiques . J. Lévy est proche de l'idée d'isobare lorsqu'il évoque, pour définir l'Europe, des gradients d'européanité qui appréhendent des extensions successives, de l'Europe occidentale jusqu'aux cours des empires russe et ottoman et les régions qui furent longtemps sous leurs dominations. Pour l'auteur, l'Europe reste un espace ouvert dont le contenu combine la densité et la diversité. Isobare et gradient, figures métaphoriques empruntées aux situations météorologiques et donc, au fonctionnement de l'atmosphère, s'opposent à toute perspective figée ! Les mouvements atmosphériques ne peuvent être bloqués par des frontières ! C'est en réinterrogeant les différentes fonctions de la frontière en tant que limite linéaire et ses effets sur les régions avoisinantes que les géographes ont montré la diversité et la complexité des situations. Il est impossible d'enfermer les réalités des frontières dans une interprétation unique et d'en occulter le sens profondément géopolitique comme le précise M.Foucher .

Il est curieux que cette fixation autour des frontières soit aussi brûlante avec la Turquie. Une telle question n'a pas été soulevée à propos de l'intégration des différentes républiques baltes ou encore des jeunes Etats nés de la guerre au sein de l'ex-yougoslavie. Peut-on avancer quelques explications quant à cette crispation autour du cas turc ? Sans prétendre à l'exhaustivité, deux éléments de réponse peuvent être avancés. Ce qui gêne le plus un certain nombre de responsables politiques français est que la Turquie est un trait d'union entre l'Europe et l'Orient, en particulier le Moyen-Orient musulman. Nous avons donc un pays qui est une liaison entre deux mondes culturels et qui est lui-même partagé entre ces deux cultures. De tout temps, cette fonction de lien a été importante sans toujours être couture : de l'empire latin d'Orient à l'empire byzantin, de l'empire turc ottoman à la naissance difficile de la république turque après la première guerre mondiale. La Turquie apparaît dans ses délimitations actuelles après une guerre contre les grecs et leurs alliés anglais de 1920 à 1922. A aucun moment les détroits des Dardanelles et du Bosphore ainsi que la mer de Marmara n'apparaissent comme une coupure. Or, c'est bien en partant d'une vision figée que l'on tente actuellement d'utiliser la géographie comme facteur premier de l'impossible entrée de la Turquie dans l'Union Européenne. Les frontières de l'Europe, l'Oural et les détroits, constituent des limites naturelles dont des cartographes aux ordres des princes ont fait des frontières politiques. Par exemple, l'Oural est devenue la frontière de l'Europe lorsque le tsar Pierre Ier le Grand a voulu faire entrer la Russie dans le concert des puissances européennes. Oural, Bosphore et Dardanelles représentent donc des limites conventionnelles que l'on a dessinées sur des limites physiques qui peuvent devenir des discontinuités quand les hommes organisent l'espace afin de les franchir. Ainsi, à Istanbul, des ponts franchissent le détroit et des ferries font la liaison entre les rives. Le Bosphore est un territoire vivant, traversé par des flux nombreux, de personnes qui circulent dans la ville d'Istanbul, comme de marchandises qui transitent entre la mer Noire et la mer Méditerranée. C'est le territoire de l'échange, de la fluidité et de la continuité.

Tout comme à l'intérieur d'Istanbul, le contact entre les turcs et les européens s'est toujours affranchi de ces limites naturelles ou barrières. Au XVII^{ème} siècle, les ottomans sont à 120 kilomètres de Vienne et leur empire s'étend de la Croatie à la Crimée à l'ouest. Qu'il y ait eu des tensions, des conflits dans la relation entre les européens et les turcs est incontestable. Ils font partie du processus d'élaboration du contact et de la frontière. Il a largement eu lieu à l'ouest des détroits, c'est-à-dire bien au-delà de ce qui est traditionnellement considéré comme la frontière entre l'Europe et l'Orient. En ce sens, les influences turques ont participé à l'élaboration des cultures du sud-est européen.

Que les prises de possession autour de l'adhésion ou non de la Turquie à l'Europe se crispent en partie autour des limites de cette dernière pose une autre question. Ne se détourne-t-on pas de ce qui est essentiel à savoir le contenu de cette construction européenne ? Romano Prodi, président de la commission, considère indispensable « un vrai débat sur les frontières de l'Europe et nos relations avec nos futurs voisins » après l'élargissement à 25 lors du sommet de Copenhague le 13 décembre 2002 . Cette discussion n'a jusqu'à présent pas eu lieu. On peut dès lors s'interroger sur la capacité des responsables politiques à porter les débats sur ce que peut être l'Europe. Fournir des arguments, donner des explications, susciter la confrontation d'idées sont des tâches qui incombent à ceux qui nous gouvernent. Le passage de l'Europe des quinze à celle des vingt-cinq marque d'un seul coup un élargissement important de la communauté. Générer des échanges sur ce que peut être l'Europe, une citoyenneté européenne, porter ces discussions devant les citoyens afin d'en signifier les implications concrètes est indispensable. C'est dans ce contexte qu'il faut également situer le débat sur les éventuelles limites géographiques d'une l'Europe communautaire variée et complexe. Saisir la volonté d'adhésion de la Turquie à la communauté européenne pour amorcer des débats sur le mode de relation et d'échanges qu'elle entend développer avec le monde musulman est un autre point important. Comment s'ouvrir à cette culture comme à d'autres d'ailleurs ? Comment accepter les différences et la diversité ? Faute de cela, les crispations sur les limites entre l'Europe et la Turquie autour de pseudo frontières naturelles n'ont aucun intérêt. En rester là risque de figer les Turcs dans une attitude de défiance et d'occulter des débats que nos gouvernants et les responsables européens doivent porter. Il est possible d'envisager une demande d'adhésion d'un autre pays comme, par exemple, le Maroc qui nourrit de nombreuses relations avec l'Europe. Quelle réponse argumentée pourra-t-on apporter si les positions restent figées sur de pseudo limites sans débat. Les êtres humains n'ont que les frontières qu'ils méritent. S'affranchir de tels raidissements et blocages est source d'enrichissements car il place le dialogue et l'échange au cœur d'une Europe qui se doit d'être un construit humain clairement vécu et assumé par les populations. Sans doute est ce là la nouvelle frontière que cette communauté européenne a à repousser. Quant à l'usage de la géographie par nos responsables politiques, il s'apparente bien plus à une vision passéiste de la discipline héritée du XIX^{ème} siècle. Elle n'est plus aujourd'hui une caution aux cadres et limites plus ou moins arbitrairement fixés. Tant dans les collèges que dans les lycées mais aussi dans les universités, l'éducation à la géographie est une analyse de processus dynamiques contribuant à l'organisation des espaces et des territoires.

Eric Glon et Patrick Picouet

Notes :

1 : M Grésillon, "Invisibles frontières", *Libération*, 16 décembre 2002.

- 2 : Y Lacoste, *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre*, Maspéro, 1976, 189 p.
- 3 : B Guenée, "Des limites féodales aux frontières politiques", in P Nora (ssdir), 1997, *Les lieux de mémoire*, Gallimard, Collection Quarto, p 1 118.
- 4 : J Ancel, 1938, *Géographie des frontières*, Gallimard, 210 p.
- 5 : J Lévy, 1997, *L'Europe, une géographie*, Hachette Supérieur, Collection Carré géographie, 287 p.
- 6 : M Foucher, *Fronts et frontières*, Fayard, 527p.
- 7 : M Foucher, "Les géographes et les frontières", in *Hérodote*, n°33-34, *les géographes, l'action et le politique*, pp 117-130, 1984
- 8 : A Leparmentier, Laurent Zecchini, "L'Europe des 25 a été proclamée, la Turquie doit attendre", *Le monde*, 15-16 décembre 2002